



## Voyageurs extrémistes canadiens : l'Irak et la Syrie

Au fil des ans, des Canadiens se sont rendus à l'étranger à des fins extrémistes, le plus souvent dans des théâtres de conflits. Depuis les années 1990, leurs destinations connues sont, entre autres, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Somalie. Toutefois, depuis le début du conflit qui fait rage en Syrie, un nombre sans précédent d'extrémistes canadiens se rendent à l'étranger dans l'intention de gonfler les rangs d'organisations terroristes et de mener des activités extrémistes.

Selon le Service, en mai 2016,        Canadiens        se trouvaient dans divers pays et étaient mêlés à des activités liées au terrorisme. La Syrie et l'Irak sont devenus des destinations de prédilection pour les extrémistes canadiens qui souhaitent se livrer à des actes de violence à caractère religieux ou politique.

La proclamation du prétendu califat par l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) en juillet 2014 a entraîné une augmentation générale du nombre de départs du Canada.

Par ailleurs, le Service se préoccupe en particulier des personnes qui cherchent à revenir au Canada pour y perpétrer des attentats, tirer parti de leurs nouveaux contacts et réseaux à l'étranger ou radicaliser des personnes pour qu'elles adoptent les mêmes comportements.

Quelques personnes dont les projets de voyage ont été déjoués ou qui n'ont pas pu se rendre à l'étranger ont décidé de consacrer leur énergie à préparer des attentats au Canada. Martin Couture-Rouleau, auteur d'une attaque au volant de son véhicule le 20 octobre 2014 au Québec, avait tenté en vain deux fois de quitter le pays à des fins extrémistes. Michael Zehaf Bibeau, qui a assassiné un membre des Forces canadiennes et qui a pris d'assaut le Parlement le 22 octobre 2014 à Ottawa, voulait se rendre à l'étranger, mais n'était pas en mesure d'obtenir les documents de voyage nécessaires.

Le Service poursuit son enquête sur la menace que constituent les voyageurs extrémistes canadiens, les personnes qui reviennent de l'étranger ainsi que les personnes qui n'ont pas pu se rendre à l'étranger ou dont le projet a été déjoué.